

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Francis Saramito** : Le nouveau visage de la négociation collective.

### DOCUMENTS

Meurtre d'un contrôleur du travail et d'un agent de la MSA. Déclaration de la CGT.

Le droit des enfants étrangers aux prestations familiales. Proposition de réforme du Défenseur des enfants.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

Entrave au fonctionnement du Comité d'entreprise : amnistie de plein droit, amnistie en raison du quantum et exclusion de l'amnistie.

**Cour de cassation (Ch. Crim.) 22 juillet 2004** - Note Emmanuel Gayat (p. 466)

Le rôle protecteur de la convention collective à l'égard de la clause de mobilité insérée dans le contrat de travail.

**Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 16 avril 2004** - Note Patrick Tillie (p. 471)

Un "code d'éthique" d'un groupe multinational déclaré inopposable aux salariés sur le territoire français par un tribunal national.

**Tribunal de grande instance de Versailles (4<sup>e</sup> ch.) 17 juin 2004** - Note Marie-France Bied-Charreton (p. 473)

Le contrôle, par le juge administratif, du remplacement de grévistes par des CDD dans une entreprise publique.

**Cour administrative d'appel de Nancy (3<sup>e</sup> ch.) 18 décembre 2003** - Note Arnaud de Senga (p. 482)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit pénal du travail** : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (page 3 de la couverture).



**Doctrine :**

Le nouveau visage de la négociation collective, par **Francis Saramito**, Licencié en Droit, Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques ..... 445

**Documents :**

Déclaration de la CGT ..... 459

Proposition de réforme pour l'attribution de plein droit des prestations familiales au titre d'enfants étrangers dont les parents séjournent régulièrement en France ..... 460

Annexe : 1° SECURITE SOCIALE – Prestations familiales – Bénéficiaires – Enfant mineur étranger résidant en France – Régularité du séjour en France – Appréciation – Modalités – Détermination – 2° SOURCES – Convention européenne des droits de l'Homme – Articles 8 et 14 – Respect de la vie familiale – Interdiction de discrimination – Compatibilité – Code de la Sécurité sociale – Articles L. 512-1 et 512-2 – Portée.

**COUR DE CASSATION (Ass. plén.) 16 avril 2004** ..... 465

**Jurisprudence :**

AMNISTIE – Entrave au Comité d'entreprise – 1° Conflit du travail – Notion – 2° Amnistie de plein droit – Champ d'application – Interprétation.

**COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 22 juillet 2004** ..... 466

**Note Emmanuel Gayat** ..... 468

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Discrimination syndicale – Préjudice de carrière – Evaluation – Désignation de conseillers rapporteurs.

**COUR D'APPEL DE TOULOUSE (Ch. Soc.) 4 décembre 2003** ..... 469

CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de mobilité – Interaction avec la convention collective – Respect d'un délai de prévenance.

**COUR D'APPEL DE DOUAI (Ch. Soc.) 16 avril 2004** ..... 471

**Note Patrick Tillie** ..... 472

DROIT DISCIPLINAIRE – Règlement intérieur – Elaboration d'une "charte d'éthique" – Caractère spécifique (non) – Prescriptions générales et permanentes en matière de discipline – Respect de la procédure d'élaboration du règlement intérieur (non) – Inopposabilité aux salariés.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VERSAILLES (4e Ch.) 17 juin 2004** ..... 473

**Note Marie-France Bied-Charreton** ..... 475

DURÉE DU TRAVAIL – Accord d'entreprise sur l'aménagement et la réduction du temps de travail – Modalités particulières à certaines catégories de personnel – Personnel en itinérance effectuant des périodes de travail pendant des jours et des nuits consécutives "hors centre" – Prévision d'une négociation ultérieure non réalisée pour revoir la situation de ce personnel – Régime appliqué comportant des contraintes (durée hebdomadaire supérieure à 35 heures, périodes équivalant à des astreintes) ne faisant l'objet que de compensations pécuniaires – Convention de branche applicable accordant un temps de repos supplémentaire en contrepartie – Application cumulée de la convention de branche et de l'accord d'entreprise.

**COUR D'APPEL DE PARIS (1re Ch.) 28 janvier 2004** ..... 476

DURÉE DU TRAVAIL – Heures supplémentaires – Durée entre 35 et 39 heures – Période Aubry I – Dispositions législatives spécifiques inexistantes – Dispositions conventionnelles prévoyant une compensation – Application.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VALENCE (1re Ch.) 3 septembre 2002** ..... 478

DURÉE DU TRAVAIL – Travail à temps partiel – Application des horaires d'équivalence (non).

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES DU PUY EN VELAY (Sect. activ. div.) 11 décembre 2003** ..... 480

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Assurance garantissant le paiement des salaires en cas d’insolvabilité de l’employeur – Salarié travaillant en France pour une entreprise anglaise – Employeur déclaré en liquidation judiciaire en Angleterre – Règles du droit français en matière de procédures collectives inapplicables – Démonstration de l’existence de fonds disponibles rendant sans objet la garantie de l’AGS ne pouvant incomber au salarié – Condamnation de l’AGS à des dommages-intérêts pour résistance abusive. <b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (2<sup>e</sup> Ch.) 5 janvier 2004</b> .....	481
GRÈVE – Services publics – Remplacement des grévistes par des CDD – Illicéité de principe – Réserve de circonstances exceptionnelles – Conditions réunies (non). <b>COUR ADMINISTRATIVE D’APPEL DE NANCY (3<sup>e</sup> Ch.) 18 décembre 2003</b> .....	482
<b>Note Arnaud de Senga</b> .....	483
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Discrimination – Préjudice dans l’évolution de carrière – Pouvoirs du juge (deux espèces) – Repositionnement du salarié (première espèce) – Délivrance du matériel adéquat – Attribution d’un véhicule poids lourd (deuxième espèce). <b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 février 2004</b> .....	484
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 juin 2004</b> .....	484
TRAVAIL ILLEGAL – 1 <sup>o</sup> Marchandage – Statut conventionnel moins favorable du pseudo sous-traitant – 2 <sup>o</sup> Prêt illicite de main d’œuvre – Défaut de prestation spécifique – Condamnation. <b>COUR D’APPEL DE DOUAI (6<sup>e</sup> Ch. Corr.) 22 juin 2004</b> .....	485
<b>Note Arnaud de Senga</b> .....	486

### **Chroniques jurisprudentielles :**

ASSURANCES SOCIALES – Chômage – Fraude aux allocations d’aides aux travailleurs privés d’emploi – Fausses déclarations – Infraction constituée. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 30 juin 2004</b> .....	487
HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – Homicide involontaire – Faute caractérisée – Condamnation – Amende à charge de l’employeur (partiellement). <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 2 juin 2004</b> .....	487

## **PASCAL RENNES**

### *S’organiser dans l’entreprise*

Être isolé dans un face à face inégal avec l’employeur ou la direction, travailler sans délégué, sans défense solide, sans être organisé, c’est le lot commun de nombreux salariés dans la majorité des PME et dans beaucoup d’entreprises plus importantes.

Centré sur la phase toujours délicate d’un bon début d’organisation collective, ce livre pratique, clair, rassemble dans une démarche progressive, connaissance des enjeux, outils juridiques précis et savoir-faire.

Les travailleurs désireux de se défendre mieux, les élus sans expérience syndicale, les militants syndicaux auront en main, dans un seul manuel, les moyens essentiels pour mettre en place institutions représentatives de proximité et syndicats actifs, sans esprit de chapelle ni juridisme étroit.

*Pascal RENNES, juriste et formateur syndical,  
Secrétaire de rédaction de la revue LE DROIT OUVRIER,  
a été pendant douze ans inspecteur du travail.*

